

MINISTERE DU BUDGET

Classement  
A8-M-P-R

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

*Sous-Directions C, D, M*  
BUREAUX C1-C2-C3-D3-M1

INSTRUCTION N° 92-54-A8-M-P-R

du 27 avril 1992

NOR : BUD R 92 00054 J

(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

Ce document a été modifié par les documents suivants :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Ce document a été abrogé par le document :

n° .....	du .....
----------	----------

**REVERSEMENT DES INDUS SUR INDEMNITES REPRESENTATIVES DE LOGEMENT  
DES INSTITUTEURS CONSECUTIFS A L'INTEGRATION D'INSTITUTEURS DANS  
LE CORPS DES PROFESSEURS DES ECOLES**

ANALYSE

*Intervention des services de l'Etat pour le compte du Centre National de la  
Fonction Publique Territoriale dans la procédure de reversement des indus sur  
indemnités représentatives de logement des instituteurs consécutifs à  
l'intégration d'instituteurs dans le corps des professeurs des écoles*

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 90-35 M-P-R du 19 mars 1990

Diffusion

GT

26

2 589 636 P

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPGR	TPG	DOM						
-----	------	-----	-----	--	--	--	--	--	--

L'article 85 de la loi de Finances pour 1989 a confié au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.) la mission de verser aux instituteurs ayants droit l'indemnité représentative de logement dans la limite du montant unitaire fixé chaque année par le comité des Finances locales.

Les conditions dans lesquelles interviennent les services des administrations de l'Etat pour le compte du C.N.F.P.T. dans le règlement des indemnités de logement des instituteurs ont fait l'objet de l'instruction n° 90-35 M-P-R du 19 mars 1990.

Les professeurs d'école, corps nouvellement créé dans le cadre du plan de revalorisation de la fonction enseignante, ne bénéficient pas du droit au logement.

L'intégration progressive des instituteurs dans ce nouveau corps génère des paiements indus au titre de l'indemnité représentative de logement.

La présente instruction, qui complète celle visée ci-dessus du 19 mars 1990, expose les modalités selon lesquelles sera assuré le reversement de ces paiements indus de nature particulière, s'agissant uniquement de la part de l'Etat.

## S O M M A I R E

---

I - L'apparition de paiements indus sur les indemnités représentatives de logement en conséquence de l'intégration des instituteurs concernés dans le corps des professeurs des écoles

II - La procédure de reversement des indus sur indemnités représentatives de logement (part de l'Etat) consécutifs à l'intégration d'instituteurs dans le corps des professeurs des écoles

I - L'apparition de paiements indus sur les indemnités représentatives de logement à la suite de l'intégration des instituteurs concernés dans le corps des professeurs des écoles

Le décret n° 90-680 du 1er août 1990 crée le corps des professeurs des écoles. Ce corps est destiné à se substituer progressivement à celui des instituteurs à partir du 1er septembre 1990 sur une période de trois ans.

Les instituteurs concernés perdent le droit au logement dès le 1er septembre 1990. Ainsi, l'indemnité représentative de logement ne doit plus être servie à compter de cette date dans le cas où ils ne sont pas logés.

Pour éviter que ces instituteurs ne subissent le cas échéant une perte de rémunération du fait de la suppression du droit au logement ou de l'indemnité représentative de logement, une indemnité différentielle a été créée par un décret du 15 novembre 1990 non publié au journal officiel (cf. annexe).

Le montant de cette indemnité différentielle est calculé comme suit :

Indemnité différentielle = [Traitement brut d'instituteur - retenues S.S. et pension civile + I.R.L. (part Etat + part communale)] - [Traitement brut de professeur des écoles - retenues S.S. et pension civile].

Pour les instituteurs qui bénéficiaient du droit au logement, le calcul de l'indemnité différentielle est identique en prenant en compte l'équivalent de l'indemnité représentative de logement calculé par référence au taux en vigueur dans la commune d'affectation ou de rattachement augmenté, le cas échéant, du supplément communal.

Toutefois, compte tenu des délais nécessaires aux opérations d'intégration, les services du ministère de l'Education Nationale ont indiqué que les instituteurs nommés dans le corps des professeurs des écoles ne pourront pas percevoir dès le mois de septembre leur nouvelle rémunération en cette qualité. En conséquence, il a été décidé de maintenir le versement de l'indemnité représentative de logement jusqu'au paiement du rappel de traitement consécutif au reclassement ainsi que de l'indemnité différentielle.

Les sommes perçues au titre de l'indemnité représentative de logement entre le 1er septembre 1990 et le mois où interviendra le paiement de la rémunération en qualité de professeur des écoles constituent donc des trop-perçus.

II - La procédure de reversement des indus sur indemnités représentatives de logement (part de l'Etat) consécutifs à l'intégration d'instituteurs dans le corps de professeurs des écoles

Le montant de ces indus est égal à : [Montant de la part Etat] x [nombre de mois s'étant écoulés entre le 1er septembre 1990 et le mois où intervient le paiement de la rémunération en qualité de professeur des écoles].

Ces indus seront récupérés sur la paye du mois au cours duquel seront mis en paiement le rappel de traitement consécutif au reclassement et le rappel de l'indemnité différentielle selon la procédure définie ci-dessous.

a) Les inspections académiques doivent impérativement notifier aux départements informatiques chargés de la paye les quatre éléments suivants :

- les mouvements relatifs au reclassement dans le corps des professeurs des écoles indiquant en particulier le nouvel échelon indiciaire ;
- le montant précalculé de l'indemnité différentielle à payer ;
- le montant de l'indemnité représentative de logement perçue à tort depuis le 1er septembre 1990 ;
- la demande d'interruption du versement de l'indemnité représentative de logement.

b) Sur la base de ces informations, les services liaison-rémunérations effectueront, le mois du paiement du rappel de traitement et de l'indemnité différentielle, une retenue pour le montant total de l'indemnité représentative de logement payée à tort. Cette retenue sera effectuée sous le code spécifique 917. Elle portera sur l'ensemble des rémunérations payées aux intéressés : traitement revalorisé + indemnité différentielle + indemnités diverses.

c) Lors de la phase de comptabilisation des opérations de paie aux comptes de règlement, le montant des retenues opérées en raison de trop-perçus d'indemnités représentatives de logement consécutifs à l'intégration d'instituteurs dans le corps des professeurs des écoles, sera imputé par les trésoriers-payeurs généraux chargés d'un département informatique au compte 466.188 "Retenues sur dépenses de l'Etat - Autres dépenses" et transféré chaque trimestre au CNFPT via la Recette générale des Finances de Paris et la Trésorerie principale de Paris - EPL.

Ce transfert est effectué au vu des états édités par les départements informatiques.

Ecritures passées dans les trésoreries générales sièges d'un département informatique :

- débit 471.115 "Dépenses de traitement liquidées par les départements informatiques" ;
- crédit 466.188 "Retenues sur dépenses de l'Etat - Autres dépenses"

et, lors du transfert à la Recette générale des Finances :

- débit 466.188 ;
- crédit 391.31 "Transferts divers entre comptables supérieurs - Transferts de recettes".

Ecritures passées à la Recette générale des Finances de Paris à réception des transferts de recettes :

- débit 391.31 ;
- crédit 390.31 "Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs - Opérations à l'initiative des comptables du Trésor centralisateurs".

A la trésorerie principale de Paris - EPL à réception de l'avis de règlement O.402 :

- débit rubrique 3900 "Opérations à l'initiative des comptables du Trésor centralisateurs" ;
- crédit rubrique 343 "Correspondants - Collectivités et établissements publics locaux".

Ce dispositif permet normalement de récupérer la totalité des trop-perçus durant ce mois. Toutefois, dans les cas particuliers où ces derniers n'auront pu faire l'objet d'un recouvrement selon la procédure décrite ci-dessus, du fait notamment d'éventuelles oppositions, cette procédure sera renouvelée durant les deux mois suivant celui du rappel de traitement.

Parallèlement, un titre de recettes collectif trimestriel sera établi pour le montant des recouvrements effectués au cours de ce même trimestre. Il sera adressé au président du C.N.F.P.T. pour signature et prise en charge ultérieure par l'agent comptable de cet organisme. Les états nominatifs des retenues pratiquées dans la paye au cours de ce trimestre seront joints à l'appui du titre collectif en tant que justification de son montant.

d) Les trop-perçus qui n'auront toujours pas pu faire l'objet d'un recouvrement au terme du délai de trois mois à partir du rappel de traitement, donneront obligatoirement lieu à émission d'un titre de perception individuel.

L'identification des débiteurs concernés, la détermination des restes à recouvrer individuels et l'édition des ordres de reversement seront assurées de façon automatisée par les départements informatiques.

La contexture des ordres de reversement, les conditions dans lesquelles ils sont transmis au CNFPT et recouverts par les services Recouvrement des Trésoreries Générales obéissent aux dispositions de l'instruction relative au recouvrement des indus sur indemnités représentatives de logement des instituteurs qui est diffusée parallèlement.

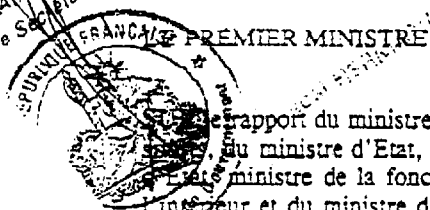
LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE,  
POUR LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE  
Le Sous-directeur chargé de la Sous-direction D,

H. CHAZEAU

ANNEXE

DECRET

Amélioration certifiée conforme  
sur le Secrétaire Général du Gouvernement



Portant attribution d'une indemnité différentielle aux professeurs des écoles.

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, du ministre de l'intérieur et du ministre délégué ~~auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget~~ chargé du budget ;

VU la loi organique du 30 octobre 1886 relative à l'enseignement public et à l'enseignement privé, notamment son article 14 ;

VU la loi du 19 juillet 1889 relative aux dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique, à la titularisation, l'avancement et le traitement du personnel de ce service, notamment son article 7 ;

VU la loi locale du 11 décembre 1909 modifiée par la loi du 21 juin 1913 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990 relative aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres, à la maîtrise d'ouvrage de constructions d'établissement d'enseignement supérieur et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale, à la jeunesse et aux sports, notamment son article 26 ;

VU le décret du 6 août 1927 relatif à l'attribution du supplément communal allouée aux instituteurs et institutrices du département de la Seine ;

VU le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

VU le décret n° 90-680 du 1er août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;

ANNEXE (suite)

DECRETE

Article 1er. - Une indemnité différentielle non soumise à retenue pour pension peut être allouée, dans les conditions fixées par le présent décret, aux professeurs des écoles recrutés en application des articles 4 et 29 du décret du 1er août 1990 susvisé.

Article 2. - Lorsque, dans le corps des instituteurs, les intéressés percevaient l'indemnité représentative de logement ou le supplément communal en application respectivement des décrets du 2 mai 1983 et du 6 août 1927 susvisés, l'indemnité différentielle prévue à l'article 1er du présent décret est égale, le cas échéant, à la différence entre d'une part, le montant du traitement brut afférent à l'échelon détenu dans l'ancien corps augmenté du montant de l'indemnité représentative de logement ou du supplément communal dont ils bénéficiaient à la date d'effet de la nomination en qualité de professeur des écoles et, d'autre part, le montant du traitement brut afférent à l'échelon auquel ils sont reclassés dans le corps des écoles.

Lorsque les intéressés étaient logés, l'indemnité différentielle est fixée selon les modalités définies à l'alinéa précédent, l'équivalent de l'indemnité représentative de logement étant alors calculé par référence au taux en vigueur dans la commune d'affectation ou de rattachement augmenté, le cas échéant, des majorations prévues par les articles 4 des décrets du 2 mai 1983 et du 6 août 1927 susvisés.

Article 3. - Le montant du traitement brut mentionné ci-dessus exclut les bonifications indiciaires perçues par les intéressés.

Article 4. - L'indemnité différentielle est réduite du montant des augmentations du traitement brut dont les intéressés bénéficient ultérieurement dans leur nouveau corps par suite de l'application des règles statutaires d'avancement.

Article 5. - Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er septembre 1990.



ANNEXE (fin)

Article 6 : Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, le ministre de l'intérieur, le ministre délégué ~~auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,~~ chargé du budget, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à PARIS, le 15 NOV. 1992

Michel ROCARD

PAR LE PREMIER MINISTRE

LE MINISTRE D'ETAT,  
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,

Lionel JOSPIN

LE MINISTRE D'ETAT,  
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES  
FINANCES ET DU BUDGET,

Pierre BEREGOVGY

LE MINISTRE D'ETAT,  
MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES,

Michel Durafour

LE MINISTRE DE  
L'INTERIEUR,

Pierre JOXE

LE MINISTRE DELEGUE AU BUDGET

LE MINISTRE DELEGUE AUPRES  
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Michel CHARASSE

Philippe MARCHAND





